

REVUE DE PRESSE DES SIAE ALSACIENNES

AU SOMMAIRE

INSEF - INSEF INTER

Difficultés en vue

LA PETITE MANCHESTER

Une mulhousienne crée une culotte en fibre de bananier

INSEF

Pas plus de végétarien, un peu de bio en moins

TREMPLENS

Changement de direction

BOULANGERIE BIOCÉZAMIE

Créalab, fabrique à conseils pour jeunes entrepreneurs

LES ATELIERS DU SUNDGAU

Une dînette faite de bric et de broc

LA CITÉ DU RÉEMPLOI

Le Véloputz après l'Osterputz

EMMAÛS MUNDO - VETIS - LE RELAIS EST

Recycler, surcycler ...

JMV - PRESTA'TERRE

Le travail comme échappatoire au déracinement

ENVIE - CARIJOU

Le tri et la récupération, c'est tendance

ÉPICÉA

Des espaces verts à la descente de bois

ADÉSION

Grande braderie à l'Atelier du Beau



Les quotidiens parlent de vous !

Beaucoup d'articles sont publiés tout au long de l'année, vos interviews, vos projets, la vie de vos structures... voici ce que nous voulons partager avec vous dans les pages qui suivent. Chacun sait lorsqu'un article le concernant a été publié, mais un article sur le voisin ?

Ainsi rassemblés, ces « papiers » témoignent de tout le dynamisme de notre secteur et du foisonnement de projets que vous portez.

Nous ne sommes pas sûrs d'avoir pu rassembler exhaustivement toutes les parutions, nous n'avons pas les éditions locales, mais vous trouverez ci-après ce que nous avons repéré, ainsi que les articles que vous nous avez envoyés.

N'hésitez pas, lorsqu'on parle de vous, pensez à nous et envoyez-nous le lien ou l'article.

Nous restons à votre écoute !
L'équipe de l'ursiea



DIFFICULTÉS EN VUE POUR LES DEUX ASSOCIATIONS D'INSERTION DE LUTTERBACH

Les associations d'insertion lutterbachoises Insef et Insef-Inter ont tenu leur assemblée générale et fait le bilan des années 2021 et 2022. Des difficultés apparaissent à l'horizon.

photo Archives L'Alsace/A.O.



L'année 2021 « n'aura pas été de tout repos, la menace du Covid étant encore bien présente, a indiqué Francis Neumann, président de l'association d'insertion Insef et de l'association intermédiaire Insef-Inter, lors de l'assemblée générale des deux structures. Nous avons été obligés de fermer quelques activités, ce qui nous a été préjudiciable.

La plus impactée a été le périscolaire. Nous avons l'impression d'être en sursis.

Nous avons cependant la ferme intention de reprendre les activités. C'était impératif, afin que nos salariés puissent reprendre un rythme normal pour la pérennité des deux associations. »

« Une reprise dans de bonnes conditions »

« La reprise s'est faite dans de bonnes conditions, grâce à la mobilisation des salariés et leur engagement. »

Une réflexion a été menée par le conseil d'administration d'**Insef** sur les problématiques rencontrées dans les chantiers d'insertion et un plan d'action en neuf points a été élaboré, en particulier pour aider l'équipe de la cuisine centrale d'Ungersheim à résoudre ses difficultés et regrouper l'ensemble de la restauration. Un groupe d'appui aux encadrants et d'enrichissement de leurs pratiques a également été mis en place.

Insef a employé, en 2021, 51 personnes : 27 hommes et 24 femmes, dont 26 avaient plus de 50 ans. Le niveau sortie de 3e domine (27 salariés), 19 avaient l'équivalent d'un CAP et 37 étaient bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active).

Quelques sorties réussies

Ces personnes ont travaillé dans les espaces verts (22), la restauration (20, qui ont contribué à confectionner 83 372 repas) et le service à table en périscolaire (neuf). Quarante-sept personnes ont été accompagnées socialement et professionnellement et 20 sont sorties de la structure, dont deux en CDI (contrat à durée indéterminée) et quatre en CDD (contrat à durée déterminée). Une est partie en retraite, une autre en congé de maternité. Les dépenses d'Insef ont été de 1,110 M€ (million d'euros) et les recettes de 1,112 M€.

Insef-Inter met du personnel de ménage et de jardinage à disposition de particuliers, de collectivités et d'associations. 224 salariés ont ainsi trouvé des heures de travail : 36 Lutterbachois, 89 Mulhousiens, 19 Pfastattois, 31 du Bassin potassique et 22 issus de quartiers prioritaires.

Parmi eux, 72 hommes et 152 femmes, dont 55 allocataires du RSA, 28 de l'allocation spécifique de solidarité, 23 travailleurs handicapés. Quarante-deux d'entre eux avaient moins de 26 ans, 61 plus de 50 ans. 120 avaient le niveau sortie de 3e, 72, le niveau CAP, 19, le niveau bac et 13 au-delà. Vingt-cinq d'entre ces employés ont bénéficié d'une formation.

Huit salariés ont obtenu un CDI, quatre un CDD de plus de 6 mois, quatre un CDD de moins de 6 mois, un d'entre eux un contrat aidé, deux une formation qualifiante. **Insef-Inter** a géré un budget de 1,09 M€, qui tombe à 892 000 € en 2022.

Pourquoi une différence de près de 200 000 € entre les recettes de 2021 d'**Insef-Inter** et celles de 2022 ? « Les mises à disposition de personnel concernant, à parts égales, les particuliers, les associations et les collectivités, explique Thomas Dreyfus, coordinateur des actions d'insertion d' **Insef et Insef-Inter**. Parmi les collectivités, Pfastatt était notre plus gros client, devant Lutterbach, Mulhouse, Morschwiller-le-Bas, le Bassin potassique et Reiningue. »

Or la commune de Pfastatt a décidé de confier l'entretien de ses salles à une entreprise privée. Par ailleurs, la structure va également perdre, en 2023, l'association qui la sollicitait le plus. Enfin, les particuliers subissent la crise, même si le recours à du personnel à domicile permet une réduction d'impôt de 50 % du coût de la main-d'œuvre.

Énorme souci également, la réforme de décembre 2020 du secteur de **l'insertion par l'activité économique (IAE)**. « **Les associations intermédiaires** n'étaient pas, auparavant, soumises au besoin d'agrément Pôle emploi. Ce n'est plus le cas désormais, ce qui nécessite des coûts supplémentaires qui ne sont absolument pas pris en charge par l'aide au poste actuelle, très faible : 1428 €, soit une prise en charge de 0,89 € par heure d'insertion », s'inquiète Thomas Dreyfus.

Enfin, ce qui risque d'être dramatique pour certains salariés qui ne trouvent pas de travail en dehors de ces structures : la nouvelle loi inclusion ordonne un parcours d'insertion limité à vingt-quatre mois (le Pass IAE). Autrement dit, ces personnes se retrouveront sans proposition d'emploi, passé deux ans.

UNE MULHOUSIENNE CRÉE UNE CULOTTE EN FIBRES DE BANANIER

Venue à Mulhouse en 2016 pour y suivre des études dans le textile, Yvette Koye, 31 ans, vient de créer Natur'lingerie, une marque écoresponsable dont le premier produit est une culotte pour femme majoritairement composée de fibres de bananier, et dont la confection est réalisée à Mulhouse.

photo L'Alsace/Céline BECHLER



Alternatives au coton et aux matières synthétiques

Yvette Koye intègre ensuite le parcours étudiant-entrepreneur porté par la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Strasbourg. « Avec la crise, je ne voulais pas faire du prêt-à-porter traditionnel, mais imaginer quelque chose qui réponde aux besoins des femmes, quelque chose d'essentiel. Qu'est-ce qui nous accompagnent plus au quotidien que les sous-vêtements ? » La jeune femme s'intéresse de très près à l'impact environnemental du textile. Elle se met immédiatement en quête d'alternatives au coton et aux matières synthétiques (polyester, polyamide) « qui demandent beaucoup d'eau et de pesticides pour leur culture », précise-t-elle.

Natur'lingerie, sa marque écoresponsable, souhaite prendre aussi bien soin des femmes que de la planète.

« Ce qui m'intéresse, c'est où et dans quelles conditions est fabriquée une matière. J'ai listé une quinzaine de fibres qui ne sont pas vraiment utilisées en lingerie. Je parlais sur l'aloë vera mais ça n'a pas abouti, faute de fournisseurs. Puis j'ai découvert quelque chose de super avec la fibre de bananier ; elle a quasiment les mêmes propriétés que le coton », détaille Yvette Koye.

Créer une collection de lingerie dans une matière composée de fibres de bananier, c'est l'idée développée par Yvette Koye, 31 ans, après un parcours d'études dans le textile. En 2016, elle quitte la Côte d'Ivoire après un DUT de chimie et une première expérience dans l'industrie textile afin d'intégrer l'École nationale supérieure d'ingénieurs Sud-Alsace (Ensis).

Elle est ensuite reçue à l'Ista (Institut supérieur textile d'Alsace) où elle obtient en trois ans un master de chef de produit textile. « J'ai fini en 2020 et là, tout a été chamboulé par le Covid. Je nourrissais déjà l'idée de me lancer dans l'entrepreneuriat, alors je me suis consacrée à temps plein à mon projet. »

Bloquée par la garantie bancaire

Pour la fibre de bananier, pas de problème de fournisseur. Elle a trouvé une entreprise basée en France et qui produit en Inde. Munie de son prévisionnel et de son business plan, l'entrepreneuse trouve une banque prête à la suivre. Seul problème, il lui faut une garantie bancaire. « Mon dossier est bloqué chez Alsace Active alors j'ai retravaillé mon besoin de financement - 10 000 euros contre 20 000 euros au départ - et j'ai candidaté à nouveau. Une fois que j'aurai l'argent, je pourrai élargir ma gamme, c'est l'objectif. » Car pour le moment, la jeune femme se concentre sur un produit, une culotte destinée aux femmes (lire par ailleurs). À plus long terme, elle aimerait également travailler avec des producteurs de coton bio de Côte d'Ivoire.

La confection confiée à La Petite Manchester

Pour la confection, qui ne peut démarrer sans financement, Yvette Koye s'est rapprochée de **l'atelier-chantier d'insertion La Petite Manchester**, à Mulhouse. C'est Anna, la responsable, qui s'occupe personnellement des premiers prototypes, en vue « d'industrialiser le process ». « Une des volontés de notre présidente Nathalie Methia est de créer un fablab ouvert aux entrepreneurs. En attendant, on le fait sous forme de prestation de services, comme un bureau d'études. Ce projet nous fait travailler la maille, qui est plus élastique que les matières dont nous avons l'habitude, observe Anna. Soutenir le projet d'Yvette va aussi dans le sens de notre objectif, à savoir ramener la confection en France. »

En attendant, c'est grâce au soutien de son fournisseur de fibres de bananier - qui lui a donné gratuitement des échantillons - qu'Yvette Koye a pu réaliser les premiers modèles de présentation. Une fois le financement accordé, elle lancera la production et la commercialisation : « Avec 100 mètres de matière, on produit 1000 culottes. » Un premier stock qui sera vendu sur le futur site internet de Natur'lingerie, dans certaines boutiques et en vente à domicile.

UNE CULOTTE MINIMALISTE

Le premier produit de la gamme écoresponsable Natur'lingerie est une culotte pour femme. « Un basique minimaliste dans laquelle on se sent confortable au quotidien », complète sa créatrice Yvette Koye. Fabriquée en jersey dans un mélange de fibres de bananiers (60%) et de coton bio (40%), elle sera disponible en quatre tailles : S, M, L et XL et un coloris unique pour l'instant, beige/ivoire. Labellisée Alsace terre textile et Entreprise du patrimoine vivant, elle sera vendue sur internet, à domicile et en boutiques au tarif de 27,90 € l'unité. Quant aux chutes de tissu, elles sont réutilisées afin de créer des pochettes de rangement pour les sous-vêtements.

Pourquoi la fibre de bananier ?

« Chaque année, 100 millions de bananes sont produites dans le monde et aujourd'hui, les plantations sont concurrencées par des surfaces de cultures non alimentaires comme le coton, explique Yvette Koye, créatrice de la marque écoresponsable Natur'lingerie. La banane est une culture



DANS UNE CUISINE : PAS PLUS DE VÉGÉTARIEN, UN PEU MOINS DE BIO

L'association d'insertion Insef, et plus particulièrement sa cuisine située à Ungersheim, est l'un des prestataires de M2A pour les repas servis dans les accueils périscolaires. Le directeur, Thomas Dreyfus, nous explique son fonctionnement et ses difficultés.

photo L'Alsace/Céline BECHLER



Trois carottes au label Ecocert

« Il cherchait un prestataire pour faire des repas 100 % bio pour les enfants de l'école. » Le projet voit le jour. La commune construit le bâtiment et l'association investit dans du matériel.

En septembre 2014, l'**Insef** peut répondre à l'appel d'offres de l'agglomération et décroche un contrat pour plusieurs périscolaires.

Aujourd'hui, dix salariés, dont trois permanents et sept personnes en contrat d'insertion, travaillent à Ungersheim. Ils préparent en moyenne 550 repas, pour les enfants de la commune et pour six sites gérés par l'agglomération mulhousienne.

La cuisine centrale d'Ungersheim détient trois carottes du label Ecocert, qui valide de bonnes pratiques environnementales et sociétales. Les menus suivent la réglementation nationale et dépassent certaines obligations, comme celles de mettre 20 % de bio dans les repas. Jusqu'à présent, l'**Insef** était l'une des seules cuisines en France à proposer du 100 % bio.

La cuisine de l'**association d'insertion Insef** est installée dans le quartier du Trèfle à Ungersheim et sert les enfants de la commune, qui viennent prendre leur déjeuner dans les locaux de la MJC. Mais c'est à Lutterbach que la structure est née, à la fin des années 80.

Quand M2A prend le périscolaire en charge, la situation va évoluer : « L'agglomération a construit des sites dans tous les villages. La cuisine de Lutterbach n'était pas aux normes pour livrer les repas aux enfants », explique Thomas Dreyfus, responsable de la structure.

La rencontre avec le maire de Ungersheim, Jean-Claude Mensch, va donner une nouvelle opportunité à l'**Insef**.

80 % de produits bruts

Quant à proposer davantage de repas végétariens... « Dès le début, nous préparions tous les jours un menu classique et un menu sans viande [mais avec possiblement des produits de la mer, NDLR] et, une fois par semaine un menu végétarien pour tous », commente Thomas Dreyfus. « Nous utilisons du tofu, des œufs, des produits à base de farine de pois, des boulettes végétales. Heureusement que nous avons ces produits-là », explique Philippe Perennez, cuisinier, qui gère le site d'Ungersheim. « Pour un menu végétarien, nous trouvons des solutions. Il faut que le menu soit équilibré. Mais ce n'est pas parce que ce n'est pas végétal que ce n'est pas bon. Nous évitons surtout l'agroalimentaire. Ici, nous travaillons les produits bruts à 80 %. »

Mais, aujourd'hui, les responsables sont obligés de se poser des questions : « Les prix ont explosé. Pour le bio, ça va parfois du simple au double », explique Thomas Dreyfus. « Nous sommes en pleine réflexion. On ne peut pas vendre à perte et l'avenir est plutôt flou concernant l'énergie. »

Des aides nécessaires

Ce qui est sûr, c'est que les repas pour Ungersheim resteront 100 % bios. Par contre, il est possible que cette part soit réduite pour les menus des autres périscolaires. « Nous restons toujours sur du local, frais et de qualité. Nous descendrons peut-être à 60 ou 70 % de bio, de façon temporaire, pour laisser passer la crise. C'est un choix contraint. »

En plus du prix, la gestion des commandes de produits bio n'est pas toujours simple. « Il faut faire des précommandes à 15 jours. Tout le monde travaille à flux tendus. » Thomas Dreyfus admet qu'une cuisine centrale ne livrant que 550 repas en moyenne par jour ne peut tenir que grâce aux aides liées à l'insertion. « Mais nous apportons un accompagnement social et professionnel aux personnes qui travaillent chez nous. Environ 50 % ont une sortie positive vers une formation ou un emploi. La restauration collective est un métier qui a des protocoles comparables de ceux des laboratoires ou de l'hôpital. Ce sont des compétences transférables dans différents domaines. »

Simple, bon et adapté aux jeunes consommateurs

La cantine, je ne l'ai connue qu'à partir du collège et c'était à l'époque de la bouillie d'épinard surmontée d'œufs durs et de la sauce marron, dont le goût était toujours le même, quelle que soit la viande qui était perdue dessous.

Face aux trois cuisiniers de l'Insef, à Ungersheim, je me suis mise à table, ce vendredi 13, pour tester le même menu que celui servi ce jour-là à 562 enfants. En entrée, j'ai d'abord eu droit à de la mâche et à des céleris rémoulade, préparés pour le lundi suivant. Peu assidue en cuisine, je me contente souvent d'ouvrir un sachet de salade toute préparée. J'ai compris mon erreur en dégustant la mâche. Croquante et goûteuse.

Suivait du bœuf émincé accompagné de pâtes. L'accompagnement n'avait rien d'exceptionnel. Par contre, la qualité de la viande, et notamment son côté très tendre, m'a étonnée.

Valeurs

« Elle vient d'un boucher de Colmar et sa préparation se fait en plusieurs étapes. On prend le temps de faire les choses. Nos produits sont simples mais on s'adapte à notre public », explique Philippe Perennez, responsable du site. En supplément, j'ai droit à une petite assiette du menu sans viande du jour : toujours des pâtes mais avec de la « fausse viande », en farine de pois. « On essaye toujours de faire un plat comparable à celui du menu classique. » Là encore, pas de commentaire sur les pâtes mais le succédané de viande se laisse manger avec plaisir. Le repas se termine par une crème au chocolat. Bref, un menu simple et bon.

« Nos valeurs ne sont pas seulement dans l'assiette », explique Thomas Dreyfus, responsable de la structure. « Nous ne sommes pas là pour faire du bénéfice mais nous devons équilibrer nos comptes. La restauration est pour nous un support pour l'insertion. Chez nous, les employés apprennent à faire la cuisine. » Ils apprennent aussi à être souvent sous tension, puisque la plupart des plats sont faits le matin et sont servis en liaison chaude.

JANVIER 2023

CHANGEMENT DE DIRECTION À L'ASSOCIATION TREMPLINS

Après 17 années passées à la tête de l'association Tremplins de Sélestat, Antonio Minadeo quittera ses fonctions le 31 janvier. Yéni Kaya a été nommée pour lui succéder à compter du 1er février 2023.

photo DNA



« C'est toute une aventure collective, un travail d'équipe ! » s'exclame Antonio Minadeo qui a pris les rênes de l'association Tremplins en 2005.

Un bilan très positif

« Le bilan est positif. Tremplins est devenu progressivement un acteur local au service du développement dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Avec le temps, nous avons développé un savoir-faire et une expertise dans le champ de l'insertion », déclare-t-il.

L'actuel directeur a œuvré pour le développement du **chantier d'insertion Tremplins linge services (TLS)** qui propose des travaux de couture, de retouches, pressing et nettoyage de gros volumes. « Grâce au déménagement dans nos nouveaux locaux en 2019 (au 4 rue Edison à Sélestat), nous avons professionnalisé cette activité en acquérant des machines à laver professionnelles.

En 2006, cinq personnes travaillaient dans ce secteur, aujourd'hui nous fonctionnons à 30 personnes. Nous proposons également l'entretien des espaces verts chez les particuliers et les communes, des travaux de ménage et de repassage à domicile. Notre plus grande satisfaction est de donner du travail à des personnes éloignées de l'emploi en leur offrant un accompagnement social et professionnel.

Nous avons noué un partenariat avec le Centre international d'initiation aux droits de l'homme (CIDH) à Sélestat pour des cours de français », souligne Antonio Minadeo.

Yéni Kaya succède à Antonio Minadeo

Ingénieure dans le champ de la formation et de l'emploi et titulaire d'un master 2 Management et administration de l'entreprise, Yéni Kaya, 47 ans, va succéder à Antonio Minadeo à la tête de **l'association Tremplins**, et prendra ses marques le 1er février.

« Je travaille au sein de **l'association Tremplins** depuis 15 ans en qualité de conseillère en insertion professionnelle », indique la future dirigeante.

Bientôt un atelier d'insertion dans la restauration

Yéni Kaya a pour projet à court terme la création d'un **atelier d'insertion** dans la restauration en partenariat avec le service de la Protection judiciaire de la jeunesse. Le mixage des jeunes en difficulté avec la justice, avec un public en difficulté sociale, constitue une première dans la région.

« Nous souhaitons confectionner des repas équilibrés avec des produits locaux et les livrer », indique Yéni Kaya qui souhaite perdurer cette dimension interculturelle de partage et de connaissance de l'autre.

En chiffres

L'association Tremplins emploie 10 permanents et une centaine de personnes en contrat de mission, de quelques heures à 35 heures.

Cette association organise des ateliers d'écriture en interne et des ateliers de théâtre, un repas solidaire de fin de Ramadan. Une vingtaine de nationalités différentes se croisent et coopèrent dans une entente fraternelle.

Association Tremplins, 4 allée Thomas-Edison, Zone Cirsud, bâtiment D à Sélestat. Contact : 03 88 82 84 85.

CRÉALAB, FABRIQUE À CONSEILS POUR JEUNES ENTREPRENEURS

Une douzaine de créateurs d'entreprise se sont réunis pour la première fois au sein du Créalab. Ils étaient accueillis par la pep's, la pépinière d'entreprises de Colmar Agglomération

photo l'Alsace_
Hervé KIELWASSER



Un parcours collectif et individuel

« Le Créalab a deux missions. Il aide à concevoir un projet autour des transitions, en coanimation avec la Maison de la nature de Muttersholtz. Il est également un dispositif local d'accompagnement. » Magali Adrien est chargée de projet FAPUS (fabriques à projets d'utilité sociale) Colmar/Centre-Alsace. Elle anime ces sessions avec Cécile Caillon, entrepreneuse, coach formatrice, écrivaine, qui aborde la dimension RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

« Le Créalab a émergé à Colmar car il y a une forte implication de Colmar Agglomération dans les actions des partenaires de la création et de la reprise d'entreprises ».

« Le but est de créer une communauté leur permettant de s'entraider »

Sans contribution financière, il prodigue ses conseils aux jeunes chefs d'entreprise qui y trouvent aussi un moyen de renforcer leurs réseaux. « Le but est de créer une communauté leur permettant de s'entraider », souligne Magali Adrien.

La formation, qui se déroule sur six mois, s'adresse aux entrepreneurs de moins de trois ans qui souhaitent se mobiliser en faveur de la transition sociétale, environnementale et digitale de leur affaire. Elle propose un parcours collectif se composant de trois ateliers sur le thème des différentes formes de transition. Ainsi, la journée de démarrage a été l'occasion d'entendre le témoignage d'Hazael Bonhert, responsable de la **boulangerie bio Cézamie**, qui prône le « bon vivre ensemble » et est **entreprise d'insertion**.

Les sessions sont complétées par un parcours individuel en compagnie de la coach. Il consiste en deux heures d'accompagnement au début, puis à la fin du parcours.

«Ils sont expert-comptable, vendeurs de cosmétiques ou de chaussures, coiffeuse, responsable de service à la personne, créateur de lounge bar karaoké, vendeur de légumes sous vide...

Le Créalab est un dispositif financé par la Région Grand Est et l'association France Active Alsace.

Cette dernière est basée à Strasbourg, mais possède une antenne à Mulhouse et est activement présente à Colmar depuis un an.

UNE DÎNETTE FAITE DE BRIC ET DE BROC POUR JOUER EN EXTÉRIEUR

Labellisé Ecolo crèche depuis fin 2021, le multi-accueil Les Coccinelles à Hirsingue œuvre au quotidien pour créer « un environnement le plus sain possible » pour les tout-petits. Après les repas bio et le tri des déchets, l'équipe a fait fabriquer avec des matériaux recyclés un jouet très plébiscité.

photo l'Alsace_
Morgane SCHERTZINGER



C'est un jouet dont les enfants raffolent en général : la dînette. Copie conforme quoique réduite de la cuisine version grand format dans laquelle les parents préparent le repas, elle permet aux petits de jouer aux cuisiniers et de servir le goûter à leurs copains. « On passe un maximum de temps dehors avec les enfants.

Quand on a réfléchi à comment aménager la cour récemment végétalisée, installer un meuble de dînette apparaissait nécessaire », rapporte, enthousiaste, Stéphanie Wabnitz, éducatrice responsable au multi-accueil « Les Coccinelles » à Hirsingue

Une réalisation sur-mesure

Une dînette oui, mais pas de celles en plastique proposées dans les catalogues. Ce n'est pas une question de prix, mais de philosophie. Depuis des années, le multi-accueil - estampillé Écolo crèche depuis fin 2021 - prône le réemploi, le recyclage, la consommation raisonnée. Comment faire alors ? Fabriquer cette petite cuisine soi-même, en interne ? L'équipe pense plutôt à l'un de ses partenaires et voisins, **les Ateliers du Sundgau**, familiers de ce type de réalisations sur-mesure, pour lui prêter main-forte.

« On fabrique selon la demande du client, en essayant toujours de travailler avec le local, fait remarquer Nathalie Languille-Noël, la directrice du **chantier d'insertion**. Pour le bois, par exemple, on se fournit à Heimersdorf. » C'est Maxime Frank, encadrant technique rénovation aux **Ateliers du Sundgau**, qui a laissé parler son imagination à partir d'une consigne : employer un maximum d'objets et de matériaux recyclés. « On a récupéré un évier avec robinet et des palettes. Rien n'a été acheté, sauf la visserie ! », note fièrement Stéphanie Wabnitz qui a suivi la construction étape par étape.

Des passoires inutilisées à la maison

Pour pousser la démarche jusqu'au bout, les parents ont été mis à contribution. Ils avaient la possibilité de rapporter des passoires, saladiers, casseroles ou boîtes en plastique dont ils ne servent plus pour équiper la mini-cuisine. Résultat : au-delà d'avoir un jouet unique, en bois brut, dont l'empreinte écologique est nulle car fabriqué juste à côté du multi-accueil, le coût est abordable. Le SM4 (syndicat mixte à vocation multiple pour le traitement des déchets ménagers) abondant même à hauteur de 220 €, l'équivalent des deux tiers du budget.

Il y a deux ans, le multi-accueil avait déjà fait appel aux **Ateliers du Sundgau** pour rénover et repeindre du mobilier un peu obsolète. « On a toujours encouragé les équipes à travailler avec les acteurs locaux », sourit Catherine Reinhart, la présidente de l'association gérant le périscolaire. C'est un partenariat sur la durée qui semble désormais s'être solidement noué entre les deux structures hirsinguoises aux valeurs communes



LE VÉLOPUTZ APRÈS L'OSTERPUTZ

Dans le cadre de la foire aux vélos organisée samedi à la Cité du réemploi à Sausheim, l'association CADRes proposait un Véloputz afin de remettre son deux-roues en état pour le printemps.

photo l'Alsace_J.-P.F.



« Offres variées »

Martine a donc aussi découvert l'espace de vente contigu de l'association **Envie** dirigé par Natacha. « J'ai été impressionné par les offres variées de ce lieu remarquablement achalandé, je reviendrai », a-t-elle promis.

À l'extérieur, les amateurs de la petite reine échangeaient dans la bonne humeur, tout en nettoyant, huilant, graissant ou regonflant les pneus de leurs vélos.

Des représentants d' **Ideenov** , l'**atelier d'insertion** par le travail siégeant à Wittelsheim, qui a notamment en charge la maintenance des vélos de la Poste, se sont également joints à cette fête des deux-roues.

« Cette journée est aussi, pour notre association, l'occasion de nous faire connaître. Nous militons pour l'usage du vélo depuis près de quarante ans », a souligné Marc Arnold, le président du CADRes.

Bien qu'il ait eu le nez dans le guidon tout le samedi, il a été satisfait de voir que de nombreuses bicyclettes, ayant satisfait à 36 points de vérification, parmi les 200 mises en vente à un petit prix, ont trouvé acquéreurs, lors de la foire proposée par l'atelier vélo de **la Cité du réemploi**.

Cet atelier vélo est d'ailleurs ouvert les vendredis de 15 h à 18 h, au 3 avenue de Suisse à Sausheim, moyennant 5 € d'inscription.

FÉVRIER 2023

RECYCLER, SURCYCLER

Que ce soit pour des raisons économiques ou encore écologiques, s'habiller avec des vêtements de seconde main n'a jamais été aussi tendance.

photos Mathilde PIAUD
pour POKAA

Pourtant ce n'est pas nouveau : depuis des années, des associations d'Alsace et d'ailleurs œuvrent pour éviter la poubelle à nos vêtements en les collectant, les triant et les revendant. Grâce à ces activités, ces structures permettent à des personnes éloignées du monde de l'emploi de reprendre le chemin du travail et de se former, tout en les accompagnant socialement.

Face à la multiplication des bornes de collecte et afin d'assurer plus de transparence aux donateurs, l'Eurométropole a signé en 2016 un SIEG, Service d'Intérêt Économique Générale.

Désormais, quatre structures signataires, partenaires de l'Eurométropole, disposent de bornes de collecte réparties sur tout le territoire : **Emmaüs Mundo**, **Horizon Amitié**, **Le Relais Est** et **Vetis**. Toutes ont pour objectif de favoriser le réemploi des textiles tout en donnant une nouvelle chance à celles et ceux qui en ont besoin.



Nous sommes allés à leur rencontre pour en savoir plus sur leur fonctionnement et leur spécificité.

À **Emmaüs Mundo**, un atelier de couture pour favoriser le recyclage et l'insertion professionnelle

Emmaüs Mundo est une **structure d'insertion**, spécialisée dans la collecte, le tri et la revente d'objets de seconde main : "la collecte de textile est dans les gènes du mouvement Emmaüs. À l'origine ils étaient des chiffonniers", rappelle Thierry Khun, directeur d'**Emmaüs Mundo**.

La structure, dont l'objectif est de permettre à certain(e)s de renouer avec le monde actif, est actuellement en pleine évolution. Elle s'est installée dans de nouveaux locaux à Bischheim et compte continuer sa progression : "Notre objectif est désormais de doubler la collecte et donc doubler les emplois", précise le directeur. Chaque semaine, l'association collecte les vêtements déposés dans ses bennes, mais reçoit également de nombreux dons directement dans ses locaux. **Emmaüs Mundo** propose ainsi l'achat de vêtements de seconde main directement dans ses boutiques.

«Le lieu a également mis en place, récemment, un atelier de couture où certains vêtements connaissent une nouvelle vie : “Il y a trois ans, Zoé est venue nous voir. Elle souhaitait faire un projet de design textile, mais avec une dimension sociale”, explique Thierry Khun. Zoé travaille avec une équipe de cinq salariés en insertion, ayant une aptitude pour la couture ou simplement l’envie d’apprendre, mais aussi deux bénévoles. Ils créent ensemble des vêtements à partir de pièces issues des dons. “Ce sont des choses qui ne peuvent pas être vendues en boutiques. Par exemple, les costumes ou chemises d’homme sont toujours abîmés aux mêmes endroits”, détaille-t-elle

Une fois transformées, les nouvelles pièces sont ensuite vendues en boutique ou sur le site patchworker.fr. C’est la même équipe qui s’occupe du coin de vente mercerie, où est vendu tout le nécessaire pour le tricot ou encore la couture mais aussi des pièces vintage. Et cet espace semble plaire : “Il y a des personnes âgées qui viennent pour retrouver ce que l’on trouvait avant dans les merceries, mais aussi des jeunes qui ont un intérêt croissant pour ces activités manuelles”, constate Zoé.

Le nouveau local de vente d’**Emmaüs Mundo** a été divisé par espaces thématiques. Celui dédié au textile est géré par Karine, l’encadrante technique de l’équipe. Sur les portants, les vêtements sont triés par genre mais aussi par couleurs : “On essaye de mettre en place la même organisation que dans les magasins classiques. Ça permet aux salariés qui ont décidé de travailler dans la vente ensuite de s’habituer”, explique Karine.

“Il y a, par exemple, une vendeuse qui aimerait devenir responsable de magasin. Je lui donne alors plus de responsabilités.” Et d’ajouter : “On les aide à reprendre le fil et à se remettre sur la route. Il y a différents profils de personnes. L’une d’elles était, par exemple, professeur dans son pays mais son diplôme n’est pas reconnu ici.”

Ici, sont vendus les articles issus des dons apportés directement sur place ou récupérés au domicile des particuliers. Les dons déposés dans les bornes installées à travers l’Eurométropole et collectés une fois par semaine, sont eux transmis au **Relais Est**.

Chez Horizon Amitié, de la collecte de textile pour former à différents métiers

Lors de sa création en 1973, l’association **Horizon Amitié** avait pour vocation d’offrir un toit aux anciens détenus ou délinquants. Elle a ensuite évolué afin de venir en aide à toutes les personnes en difficulté sociale.

Pour ce faire, en 2003, la structure a créé **le chantier d’insertion SOLIBAT**, permettant à certaines personnes exclues du marché du travail de retrouver le chemin de l’emploi.

65 salariés y sont aujourd’hui en CDDI (contrat à durée indéterminée d’insertion) et bénéficient d’un accompagnement. “Il ne s’agit pas que d’avoir un travail mais d’apprendre les codes de l’entreprise, monter en compétence et se défaire des freins à l’emploi”, explique Maryline Wilhelm, directrice du pôle **insertion par l’activité économique**.

L’association propose ses services dans les domaines du BTP, de la peinture, du nettoyage, de la voirie et, depuis 2009, dans la collecte de textile.

Six salariés en insertion, accompagnés d’un encadrant technique, effectuent du lundi au vendredi la collecte des 105 bornes de collectes de l’association. 68 se trouvent sur le sol de l’Eurométropole.

En 2022, ce sont au total 305 tonnes de textile qui ont ainsi été collectées. Ce mardi matin, Mustafa et ses collègues terminent leur matinée de collecte à la Robertsau. Après avoir ouvert le conteneur, ils remplissent leur camion.

“Ils sont ainsi formés au métier de livreur ou transporteur. Ils ont aussi des formations pour l’écoconduite, ce qui représentera un avantage lorsqu’ils postuleront sur le marché du travail”, explique Maryline Wilhelm.

Le contenu des camions est ensuite transvasé dans des semi-remorques, livrés à l’entreprise solidaire KFB, dans le Nord de la France, qui s’occupe de son tri. Les conteneurs sont entretenus et rénovés au sein des **ateliers d’Horizon Amitié**, à Strasbourg.

Depuis quelques semaines, l'association travaille au développement d'une nouvelle activité : une boutique textile itinérante. "On souhaitait créer une nouvelle activité qui soit solidaire et permette d'apprendre de nouveaux métiers. On a pensé à la boutique voyageuse, explique Maryline Wilhelm. L'idée c'est de récupérer des dons, puis de faire de la vente itinérante auprès de personnes qui n'ont pas beaucoup de moyens. Aller, par exemple, dans les centres d'insertion ou socioculturels proposer ces pièces et pourquoi pas ensuite dans des entreprises ou des Ehpad."

Cette nouvelle activité a permis la création de quatre nouveaux postes. Ces nouveaux salariés s'occupent ainsi du tri des vêtements récupérés, de leur stockage puis de leur vente. "Je faisais de la vente dans mon pays, explique l'une d'entre elle, tandis qu'elle s'occupe du tri d'un carton dans une petite salle réquisitionnée pour l'occasion. En France, j'aimerais avoir ma propre boutique de vêtements." Et Maryline Wilhelm de conclure : "Ici, l'humain prend soin des objets mais quelque part, l'objet aussi prend soin de l'humain."

Au Relais Est, créer de l'emploi au niveau local et donner une nouvelle vie aux vêtements usagés.

Le Relais Est est une société coopérative (SCOP) créée en 1994 et installée à Wittenheim dans le Haut-Rhin. Son objectif est de créer des emplois en insertion pour les personnes exclues du monde du travail en Alsace et Franche-Comté.

En 2022, ce sont 7000 tonnes de textiles qui ont été récoltés à travers les deux régions, permettant aux salarié(e)s de se former à différents métiers tels que ceux de chauffeurs, manutentionnaires ou encore vendeurs/vendeuses.

La quinzaine de chauffeurs du **Relais Est** collecte de manière hebdomadaire les sacs de vêtements et textiles déposés dans les 1600 bornes situées en Alsace et Franche Comté. Une fois arrivés au centre de tri de Wittenheim, les sacs sont vidés puis triés méthodiquement à la main, grâce à une chaîne de tri bien rodée et une cinquantaine de salariés. 58% des vêtements récupérés seront réemployés (6% revendus en friperie, 52% exportés via le groupement TESS).

Les vêtements dont l'état ne permet pas le réemploi seront transformés sur place en chiffons (9%), effilochés et valorisés notamment en isolant thermique (21%) ou encore transformés en combustible (10%). Au total, la SCOP emploie 170 salariés dont 40% en insertion. "Notre vocation est de créer de l'emploi au niveau local", explique Anne-Sophie Landié, responsable communication.

Pour donner une nouvelle vie à certains vêtements présentant des défauts, **le Relais Est** a créé Les Surcyclés : une équipe de quatre personnes y crée des collections de vêtements à partir de pièces récupérées lors des collectes. "Le but est de revaloriser ce qui ne part pas en boutique en les retravaillant", explique-t-on. Couture, peinture... Les vêtements sont transformés en pièces tendance avant d'être revendus.

Le linge de maison devient par exemple un kimono : "Il y a un côté arty, citoyen", expliquent Clara, Djudis, Camille et Lisa, dans le bureau ce jour de janvier. Pour la réalisation des pièces, **Le Relais Est** travaille avec deux structures locales : **La Petite Manchester, un atelier d'insertion** situé à Mulhouse et l'ESAT des Papillons Blancs, situé à Didenheim.

Le Relais Est possède neuf boutiques **Label Fripe** et deux boutiques Léopard, où sont revendus une partie des vêtements triés à Wittenheim. Une cinquantaine de personnes y travaillent, permettant à certain(e)s de se former aux métiers de la vente. C'est aussi l'une des principales sources de revenu de la SCOP. "Il y a une notion de rentabilité mais pas de profit. Tout est réinjecté, notre but est de créer de l'emploi", assure Anne-Sophie Landié.

À la boutique Léopard de Vendenheim, cinq personnes sont employées dont quatre en insertion : "C'est un endroit qui permet aussi aux petits budgets de trouver des vêtements impeccables. Les prix sont environ cinq fois moins chers que du neuf", détaille Anne-Sophie Landié en marchant au milieu des allées de vêtements. "Ce ne sont que des dons de la région, qui ont été triés à Wittenheim, c'est donc de l'économie locale", précise la responsable communication.



Chez Vetis, du tri à la vente de vêtement, avec un accompagnement personnalisé

L'association **Vetis** est née il y a 29 ans, avec un objectif : l'insertion professionnelle. L'an passé, l'association a collecté et trié 730 tonnes de textile et ainsi permis la formation de chauffeurs/livreurs, de manutentionnaires, de vendeurs et vendeuses, de préparateurs de commandes mais aussi de couturiers et couturières. "On teste des choses, on se développe. Le textile est une excuse pour faire de l'insertion, peut-être même qu'un jour on fera autre chose", réfléchit Florent Letoquart.

Les salariés en insertion bénéficient d'un accompagnement personnalisé : cours de français, aide pour trouver un logement, un projet professionnel, une formation ou encore des stages découverte. Ils et elles ont deux ans pour reprendre pied et trouver leur voie, notamment grâce à Solim, accompagnante sociale et professionnelle.

Dans l'atelier situé à Illkirch-Graffenstaden, les collecteurs / livreurs, apportent le contenu des bornes situées à travers l'Eurométropole. Les sacs sont ouverts et un premier tri par catégorie est effectué : d'un côté les chaussures, d'un autre les manteaux mais aussi les vêtements enfants dans un chariot, ceux pour femmes puis pour hommes dans d'autres.

Dans une deuxième pièce, les trieurs sont à pied d'œuvre pour affiner le tri en fonction de l'état des vêtements mais aussi des tailles, des saisons et des marques. À côté, à l'atelier chiffon, Abdulla, s'occupe de la découpe de chiffon dans du linge de maison. Ces morceaux de tissu seront vendus à des entreprises tels que des garages. : "Normalement je travaille sur les chantiers mais j'ai des problèmes de santé. Je suis venu ici le temps de régler mes problèmes", témoigne-t-il.

A l'étage, l'atelier couture, délaissé pendant un temps, a repris du service en 2020 avec la demande de masques et de blouses. Désormais, il permet d'effectuer des retouches sur certains vêtements collectés. Depuis l'an passé, il est aussi devenu un studio de création. Marie-José, modéliste et styliste, y encadre cinq salariés : "Il faut qu'ils aient une compétence ou une véritable envie d'apprendre à coudre", explique-t-elle. Une collection a déjà été produite à partir des pièces trouvées lors des collectes. Les pièces, toutes uniques, sont ensuite vendues dans la boutique de Vendenheim.

Les vêtements collectés sont quant à eux vendus dans l'une des quatre boutiques **Vetis**. La boutique située à Esplanade, à Strasbourg, propose notamment de la seconde main mais aussi des pièces neuves données par la marque Kiabi, partenaire de l'association. Les prix sont définis à partir d'un barème préalable, en fonction des marques notamment. Une étape permettant de se familiariser, là encore, avec les tâches classiques d'une boutique de prêt-à-porter.



Pour rappel, si vous aussi, vous souhaitez déposer vos vêtements et autres textiles dans l'une de ces bornes, il est impératif de les placer dans des sacs en plastique fermés afin qu'ils ne soient pas endommagés.

Le nom de l'organisme collecteur est indiqué sur la borne et un logo « Conteneur Agréé » de l'Eurométropole y figure généralement.

FÉVRIER 2023

POUR LES RÉFUGIÉS UKRAINIENS, LE TRAVAIL COMME ÉCHAPPATOIRE AU DÉRACINEMENT

Dans le Bas-Rhin, comme au niveau national, 10 % des réfugiées et réfugiés ukrainiens ont décroché un emploi. À l'approche du premier anniversaire de l'invasion russe, cinq exilées, embauchées voilà dix mois par des entreprises d'insertion strasbourgeoises, racontent leur parcours et leur espoir de retrouver « la vie d'avant ».

Photo DNA /Laurent
RÉA



Aujourd'hui ces deux entités comptent dans leurs effectifs respectivement quatre et huit réfugiés ukrainiens, soit dix femmes et deux hommes, travaillant tous à temps plein pour un salaire au niveau du Smic.

Une fois par semaine, ils et elles délaissent pendant trois heures leurs postes de travail pour se retrouver au siège du **groupe Altair** et participer au cours que leur donne à titre bénévole Nicolas, professeur de français langue étrangère. Ce mercredi 15 février, à moins de dix jours du premier anniversaire de l'invasion russe, pour cinq d'entre elles, la séance a été exceptionnellement remplacée par un entretien à bâtons rompus avec un journaliste des DNA, assisté pour l'occasion de Marguerite, une collaboratrice russophone du **groupe Altair**, qui a accepté de jouer les interprètes.

« Comme nous toutes ici, j'avais envie de travailler pour m'intégrer »

« Comme nous toutes ici, j'avais envie de travailler pour m'intégrer. Mais quand vous ne parlez pas le français cela s'avère compliqué car on ne vous propose généralement que des emplois dans le nettoyage », confie d'entrée de jeu Tamara, 46 ans, sage-femme originaire de Kharkiv.

Via leurs contacts au sein de la communauté ukrainienne d'Alsace, **Les Jardins de la Montagne Verte (JMV)**, une association strasbourgeoise d'insertion spécialisée dans la production de fruits et légumes, et **Altair**, un groupe strasbourgeois qui réunit plusieurs **entreprises d'insertion**, ont fait partie des premiers employeurs d'Alsace qui, dès le printemps 2022, se sont mobilisés pour proposer du travail aux exilés en provenance d'Ukraine.

Hébergée avec ses deux filles par des amis arméniens établis à Hoenheim, cette réfugiée, dont le mari a été enrôlé dans l'armée (*), s'est résolue à améliorer son quotidien en travaillant à l'atelier plantes aromatiques et médicinales des **JMV**.

Dans cette association, elle a fait la connaissance de Ludmila, 43 ans, une compatriote hébergée dans un hôtel à Lingolsheim, qui a pareillement accepté un emploi n'ayant pas de rapport direct avec ses compétences professionnelles. Cette comptable originaire de Kyiv, la capitale ukrainienne, et dont la fille étudie au Royaume-Uni, travaille pour sa part à la cuisine des **JMV**.

« Dans les premiers temps, cela a été très difficile pour ma fille de s'adapter à sa nouvelle vie. Les choses se sont arrangées car elle est scolarisée dans un collège où elle a rencontré d'autres élèves ukrainiens », se remémore Viktoria, 41 ans, originaire d'Irpin où elle était employée dans un commerce de jouets et où son mari, également sur le front, dirige une entreprise de transport routier de voyageurs. Ayant bénéficié d'un logement privé à Hoenheim, elle confectionne désormais des masques, des sacs et des vêtements pour enfants à l'atelier textile du **groupe Altair**.

« Le peu d'argent qu'il nous reste, on l'envoie à nos familles restées au pays »

Ce dernier emploie également deux autres réfugiées ukrainiennes, à savoir Natalia, la sœur de Viktoria, 46 ans, et Inna, 40 ans, toutes deux couturières de formation. Jadis vendeuse, la première, dont le fils est mobilisé, partage un appartement à Bischheim avec sa fille, alors que la seconde a délaissé la pâtisserie familiale de Vassylkiv, près de Kyiv, pour se réfugier à Strasbourg avec son mari, de nationalité géorgienne, et leurs trois enfants.

« Nous sommes très reconnaissantes envers la France qui nous accueille et surtout envers Fatima, la présidente des **Jardins de la Montagne Verte** », déclarent-elles en chœur. « En plus de nos salaires, certaines d'entre nous ont droit à des aides pour le logement. Le peu d'argent qu'il nous reste, on l'envoie à nos familles restées au pays », répondent celles qui ne cherchent nullement à apitoyer sur leur sort.

Toutes les cinq assurent vouloir rentrer en Ukraine une fois la guerre terminée. Une affirmation que relativisent toutefois trois d'entre elles : « Nous attendons toutes la libération de notre pays pour y retourner. Mais cela dépendra de l'issue de la guerre et de la situation économique », précise notamment Viktoria.

L'avenir des enfants, source d'inquiétude

« Mon plus grand rêve est de pouvoir revenir et retrouver notre vie d'avant. Mais je crains que cela ne soit pas possible et je me fais du souci pour l'avenir de mes enfants », confie Natalia, qui a déjà connu un premier déracinement, en 2014, quand elle a quitté Lougansk avec sa famille, suite à la guerre dans le Donbass, pour venir s'installer à Irpin.

Inna formule pour sa part des inquiétudes similaires : « Mes enfants ont la nostalgie du pays et se languissent de leurs grands-parents, mais ils continuent de s'effrayer dès qu'ils entendent une sirène ou un bruit inattendu ! »

En attendant qu'advienne la fin du conflit, elles s'informent en ligne et échangent quotidiennement via les messageries instantanées avec les membres de leurs familles restés en Ukraine. La plupart utilisent pour cela l'application Telegram. « Celle-ci nous indique s'il y a une alerte aérienne en cours dans la ville où vivent nos proches, ce qui ne fait qu'accroître notre inquiétude quand on les appelle », relève Ludmila qui, comme Tamara, a déjà effectué plusieurs allers-retours pour rendre visite aux siens.

(*) Le 24 février 2022 le président ukrainien a décrété la mobilisation générale de même que la loi martiale qui interdit aux citoyens de sexe masculin âgés de 18 à 60 ans de quitter le pays pour participer à l'effort de guerre. Depuis le Parlement a approuvé à plusieurs reprises la prolongation de ces deux mesures dont la durée initiale était de 90 jours.

Une minorité de déplacés ont un emploi

L'autorisation provisoire de séjour, dont disposent les réfugiés ukrainiens en France (90 % sont des femmes), leur donne le droit de travailler. Selon la préfecture, un an après le début de l'invasion russe, 164 exilées et exilés originaires d'Ukraine exercent une activité professionnelle dans le Bas-Rhin. Ce nombre représente 10 % des déplacés ukrainiens présents dans le département, ce qui correspond globalement aux taux d'emploi observés au niveau national.

Les emplois qu'ils occupent sont peu qualifiés et se concentrent principalement dans les secteurs en manque de main-d'œuvre tels que l'hôtellerie-restauration (femmes de chambre, serveuse, commise de cuisine) et l'industrie (opératrices non-qualifiées). On en trouve aussi dans le commerce ainsi que dans les entreprises d'insertion. La préfecture du Haut-Rhin, que nous avons interrogée sur ce même sujet, n'a pas répondu à nos sollicitations.

LE TRI ET LA RÉCUPÉRATION, C'EST TENDANCE

La journée du printemps à Neugartheim-Ittlenheim tombait à pic. Habitants des deux villages et des environs pouvaient pratiquer le recyclage et, grâce à l'Oschterputz, le respect de la nature. Le tout accompagné d'un soleil radieux, le thermomètre frôlant les 20 °C.

Photos DNA /
Eva KNIERIEMEN



Vous n'aimez pas jeter des choses qui peuvent toujours servir mais que vous n'utilisez plus. Samedi, sur le parking près de l'école entre les deux villages, il était possible de faire réparer sa vieille cafetière ou de donner de vieux jouets.

« **L'insertion sociale et professionnelle de personnes éloignées du marché d'emploi est notre première vocation** »

« Dès 11 h, je sentais que ça allait être une pleine réussite.

Cette maison de poupée, dans un état impeccable, c'est le premier objet qu'on nous a apporté ce matin », témoigne Jean-Daniel Delrue, de **l'association d'insertion Carijou**. « Les gens des environs ont bien joué le jeu ».

Vers 17 h, il va partir avec une camionnette remplie à ras bord. À côté de jeux de société plus classiques, on trouve des objets « vintage », comme une armoire de 50 cm de haut qui fait office de garde-robe de poupée ou encore des poussettes en osier et une petite carriole. « Ce jeu appelé Colorado, je l'ai pratiqué petit », ajoute l'encadrant technique et pédagogique.

Auparavant encadrant chez **Envie**, il forme aujourd'hui les salariés dans le cadre des ateliers de tri, de nettoyage, de réparation et de revente. **Carijou** dépend de la **Fédération de Charité Caritas Alsace**, qui compte d'autres entreprises consacrées à l'insertion comme **Rénov'action**, le restaurant **Les 7 Pains** à Strasbourg et **la ferme Saint-André** à Friedolsheim. « L'insertion sociale et professionnelle de personnes éloignées du marché d'emploi est notre première vocation ».

« **Pour nous et pour les gens, c'est plus simple quand nos ateliers sont adossés à une journée comme ça** »

Sur le stand voisin, Gino Moressa s'apprête à remplacer les ventouses abîmées d'une chaise de douche. Il travaille pour la partie « autonomie » d'**Envie** qui récupère et reconditionne du matériel médical. Ici, vous pouvez trouver un déambulateur remis en état pour 90 euros.

« Aujourd'hui, on nous a ramené des imprimantes, une cafetière et un aspirateur par exemple », résume son collègue Esat Nasibi, du stand « petit électroménager ».

« La réparation, c'est le cœur de notre métier », ajoute celui qui anime une équipe de cinq dans l'atelier rue Herrade à Strasbourg. Le vieux fer à repasser qu'on lui a ramené ce jour, trop vétuste, ne sera par contre pas réparé mais recyclé, c'est-à-dire transformé en ressources.

Tous se disent prêts à revenir l'année prochaine à Neugartheim-Ittlenheim. « Pour nous et pour les gens, c'est plus simple quand nos ateliers sont adossés à une journée comme ça. Venir chercher les objets, ou les apporter chez nous, coûte du temps et de l'essence », résume Sylvie Schoettel, responsable d'**Envie**.

Le matin, les bénévoles des deux villages avaient sillonné le ban pour le traditionnel Oschterputz. « Nous étions une trentaine », soulignent Aurélie Dyeul, maire, et Fatima Martins, conseillère municipale et coordinatrice de cette journée de printemps très réussie.

Si vous ne voulez pas attendre la prochaine journée du printemps

Carijou compte trois sites : 7, rue du Faubourg National à Strasbourg, du mardi au samedi de 10 h à 19 h (tél. 03 88 32 83 69), à la Shopping promenade à Mundolsheim, du lundi au samedi de 10 h à 19 h (tél. 09 88 47 15 14) et 27, rue du Maréchal Lefèvre à Strasbourg (uniquement dons), du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (tél. 07 48 10 67 72). Il y a également une boutique en ligne.

Envie vente et réparation (téléphone, ordinateur, électroménager) se trouve 6, rue Herrade à Strasbourg (03 88 10 04 30.). Le matériel médical est reconditionné et proposé au 2, rues des Imprimeurs à Geispolsheim (contact : 03 88 10 04 38 ou 07 71 00 22 75). www.envie.org



MARS 2023

L'ASSOCIATION ÉPICÉA : DES ESPACES VERTS À LA DESCENTE DES BOIS

Le vigneron Mathieu Studer s'est adjoint les services d'une structure d'insertion basée à Aspach-Michelbach pour réaliser des travaux d'hiver dans ses vignes, notamment la descente des bois. Une solution qui lui offre une certaine souplesse dans l'entretien de ses parcelles.

Photo L'Alsace /
Stéphane CARDIA



Ces derniers font en effet partie de l'**association d'insertion Épicéa Alsace**, basée à Aspach-Michelbach. Sous la houlette de l'encadrante Maryline Simon, ils interviennent trois ou quatre jours par semaine dans les vignes de Mathieu Studer afin de descendre les bois et nettoyer les baguettes, une tâche pour laquelle ils ont été formés durant trois jours.

Les équipes d'**Épicéa** interviennent ainsi depuis trois ans en hiver dans les vignes de Mathieu Studer, qui apprécie beaucoup leur efficacité.

Pourquoi avoir fait appel à une **structure d'insertion** ?

« Cela s'est fait un peu par hasard », explique le vigneron.

« J'ai été contacté par un membre d'**Épicéa** qui prospectait pour trouver du travail à leur équipe d'insertion. Je me suis dit que ce serait une bonne idée de les employer, et je me suis associé avec d'autres collègues vignerons du secteur pour leur donner du travail.

Dans les vignes de Mathieu Studer, sur les hauteurs de Pfaffenheim, une équipe d'une vingtaine de personnes s'active dans la froidure matinale de l'hiver. Avec rapidité, les ouvriers enlèvent du plan de palissage les sarments précédemment coupés lors de la taille, posant avec soin les branches sur de petits tas au milieu des rangs, en attente d'être broyés. Grand classique des travaux d'hiver dans les vignes, cette descente des bois, ou tombée des bois, comme l'appellent les vignerons, est une tâche habituelle en cette période de l'année. « Indispensable, mais extrêmement chronophage, et qui demande pas mal de main-d'œuvre », résume Mathieu Studer, en observant le travail de ces ouvriers pas tout à fait comme les autres.

« Cette solution offre une vraie souplesse »

Après trois années, Mathieu Studer se dit très satisfait du travail effectué par les équipes d'**Épicéa**, qui traitent en moyenne un hectare par jour, en fonction du nombre de personnes présentes, mais aussi de la météo. « Ils sont pleinement autonomes, et pour moi, c'est un gain de temps appréciable », indique-t-il.

« Avant, je faisais une grande part de ce travail moi-même, et je confiais le reste à des prestataires. Mais ça prenait beaucoup plus de temps, et je devais en outre être présent régulièrement afin de superviser les travaux. Maintenant, je peux les laisser travailler, ce qui me permet de poursuivre la taille de mes vignes de mon côté. Cette solution offre une vraie souplesse, qui me permet de mener en parallèle la taille et la descente du bois. »

Pour les équipes d'**Épicéa**, ce travail viticole est appréciable durant cette période hivernale où l'activité liée à leur cœur de métier, à savoir l'entretien des espaces verts, est relativement calme.

Satisfait de cette collaboration, Mathieu Studer songe à présent à confier d'autres tâches aux équipes d'insertion, peut-être de l'épamprage ou de l'entretien du palissage.



MARS 2023

GRANDE BRADERIE DE MEUBLES RELOOKÉS AVEC L'ATELIER DU BEAU

L'association Adesion, à Wittenheim, porte deux chantiers d'insertion. L'Atelier du Vert, avec 26 salariés, sous la conduite de Guillaume Mannheim, responsable de la structure et codirecteur d'Adesion, s'occupe de l'entretien des espaces verts des entreprises et des collectivités.

Photo L'Alsace /
Stéphane CARDIA



Des pièces originales

L'Atelier du Beau emploie, lui, onze salariés qui relookent des meubles sous la houlette d'Anne Gutleben, passionnée par cette aventure humaine qui dure depuis vingt-cinq ans.

« Nous voulions créer une activité différente de ce qui existait déjà, plus créative et plus solidaire. C'est un bel outil d'insertion pour des personnes souvent éloignées de l'emploi.

Nous les formons, les encadrons, les accompagnons dans leur projet professionnel, et nous travaillons la confiance pour qu'elles puissent progresser. »

Du 27 mars au 1er avril, **l'Atelier du Beau** ouvrira ses portes pour une grande braderie dans ses locaux. Les visiteurs pourront découvrir les ateliers et le travail qui y est fait. Patine, décors peints, tendance nature ou fantaisiste, remise à l'état brut par ponçage manuel et savoir-faire de l'équipe font des meubles récupérés des pièces originales et uniques. À noter également le très beau travail de tapisserie réalisé pour habiller chaises et fauteuils.

Des prix seront accordés toute la semaine sur le stock des meubles présentés pendant la braderie.